

Auch le 19 septembre 2008

A Monsieur Le Préfet du Gers

Monsieur le Préfet,

Pour donner suite à la réunion du 8 septembre 2008 relative à la réforme de l'administration territoriale de l'Etat, au cours de laquelle vous avez présenté la démarche et le calendrier que vous avez fixé, nos organisations souhaitent vous interpeller sur les points suivants :

Nous rappelons notre opposition à la RGPP, réforme menée de manière autoritaire dont l'objectif est de supprimer à l'aveugle des postes de fonctionnaires sans prise en compte de la proximité, de la qualité et de l'efficacité des services publics, ni des conséquences sur les territoires, les usagers et sur les personnels.

Nous dénonçons le simulacre de concertation qui est mis en place dans cette démarche : des réunions informelles plutôt que la consultation des instances paritaires, un calendrier extrêmement contraint, pas de consultation des élus ni des usagers alors que les conséquences de la réforme seront considérables en terme de présence et de qualité des services.

Au cours de la réunion du 8 septembre, nous vous avons demandé de mettre en place une commission départementale composée de représentants de l'Etat, des organisations syndicales représentatives, des élus, de représentants des usagers. Cette commission pourrait fonctionner dans l'esprit de la commission nationale de modernisation des services publics (la COMMOD).

D'autre part, la circulaire N°5316/SG du Premier Ministre en date du 7 juillet 2008 portant sur « l'organisation de l'administration départementale de l'Etat » met l'accent sur cette nécessité de concertation avec « les citoyens, les élus et les usagers ».

Nous pensons que la mise en place de cette instance de concertation est incontournable. En conséquence, nous conditionnons notre participation à toutes les instances, y compris paritaires, traitant de la RGPP et de la RATE à la mise en place effective et à la prise en compte de l'avis de cette commission.

Compte tenu des échéances que vous avez fixées, nous souhaitons avoir une réponse à notre proposition pour le 29 septembre 2008.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Préfet, l'expression de nos salutations les plus respectueuses et les plus déterminées.

Pour :

La FSU : Joël RAMBEAU

La CGT : Jean-Marc AUTIE

Solidaires : Pierre WIARD

L'UNSA : Didier PILLAUD